

## En bref

## LA PRODUCTION DE CÉRÉALES AMPUTÉE PAR LA SÉCHERESSE

**Europe** Le Cocal (association européenne du commerce de grains) a revu à la baisse sa prévision de récolte 2017-2018 dans l'UE à 297,6 Mt par rapport à la prévision de mars. Une diminution essentiellement liée au potentiel de rendement « significativement réduit » en Espagne, après un épisode sec et chaud. Concernant la France, où « les pluies ont manqué dans le nord-est du pays », il table sur 67 Mt de céréales (contre 68,6 Mt). Les conditions dans le centre et l'est de l'UE sont, à l'inverse, généralement bonnes, poursuit le communiqué.

## DES MARCHÉS DYNAMIQUES EN ORGE ET BLÉ TENDRE

**Exportation** FranceAgri-Mer a pointé les exportations dynamiques en céréales d'hiver. La prévision d'exportations de blé tendre vers les pays tiers est relevée de 200 000 t en mai par rapport à avril, ce qui la porte à 5,2 Mt, « un objectif pas évident » à atteindre selon FranceAgri-Mer. Concernant l'orge, « les derniers chargements montrent une dynamique qui ne faiblit pas », poursuit-elle.



**+ 14 %**

« La dépendance à l'eau a tendance à augmenter en réponse à des besoins croissants », a déclaré Jean-François Blanchet, directeur général de BRL, lors d'une conférence sur l'eau et la sécurité alimentaire. Il ajoute : « Un kilo de viande rouge produit équivaut à 15 m<sup>3</sup> d'eau consommés ; pour le poulet il faut 4 m<sup>3</sup> d'eau. » Selon Jean-François Blanchet, les besoins en eau vont augmenter de 14 à 16 % d'ici 2050. Il faut générer des coopérations : 145 pays partagent la ressource en eau avec un autre pays. Dans vingt de ces situations, les tensions existent déjà.

# Blé ou viande, qu'exportera la France demain ?

L'Hexagone est particulièrement bien pourvu en protéines végétales grâce aux fourrages en premier lieu et aux céréales ensuite. Ces deux sources satisfont 80 % de nos besoins, ce qui est nettement plus important que dans les autres pays européens.

## MARCHÉS

La France ne manque pas de protéines végétales. La preuve, nous en exportons environ 3,5 millions de tonnes (Mt), essentiellement sous forme de blé, alors que nous en importons 1,5 Mt (surtout des tourteaux de soja brésiliens et de tournesol ukrainiens). Nous sommes donc excédentaires de 2 Mt. Mais ces protéines ne se valent pas. Leur teneur est plus concentrée dans les tourteaux que les céréales et le profil en acides aminés diffère d'une matière première à une autre.

Nous manquons seulement de matières premières riches en protéines, celles dont la teneur dépasse 15 %. Car certaines espèces animales comme les volailles ont des besoins particulièrement élevés qui ne peuvent pas être satisfaits sans recours à des tourteaux très riches en protéines. C'est par exemple le cas pour les cahiers des charges label, où l'obligation d'incorporer 80 % de céréales laisse peu de place pour apporter le complément protéique nécessaire et entraîne l'utilisation de soja (48 % Pi). Il est donc intéressant de chercher à augmenter la teneur en protéines des végétaux ou de leurs coproduits, en travaillant sur les semences ou sur les process technologiques par exemple. De nombreuses pistes sont en cours d'exploration.

## Plus d'autonomie avec une meilleure teneur en protéines du blé

Malheureusement, le blé et le maïs français, très utilisés dans l'alimentation animale, ont vu ces dernières années, leur teneur en protéines régresser régulièrement, diluée dans les rendements et/ou impactée par la Directive nitrates. Or, une étude récente du Céréopa<sup>1</sup>, montre qu'augmenter de 1 point la teneur protéique actuelle du blé permettrait d'accroître de 10 % son utilisation dans les aliments du commerce et « d'économiser » 12 % de maïs et 10 % de soja, tout en réduisant le coût matière des aliments volailles de 2 % et celle

des aliments porcs de 1 % (dans le contexte 2015/2016). Nous pourrions ainsi améliorer notre indépendance protéique tout en améliorant la compétitivité de nos élevages. Aujourd'hui, la filière blé s'est mobilisée pour retrouver des niveaux protéiques suffisants. Mais cette ambition est surtout portée par le désir de capter des marchés export en alimentation humaine qui lui échappent.



Si on regarde le solde agroalimentaire français 2016, on s'aperçoit que l'excédent dégagé par les ventes de céréales (4,5 milliards d'euros) est en grande partie annulé par le déficit sur les produits animaux de première et deuxième transformation. En effet, la France est en perte de vitesse sur les productions animales malgré une forte ressource agricole pour alimenter nos animaux, une position longtemps dominante dans la production de volailles dans l'Union européenne, un potentiel laitier indéniable (climat, foncier, pression environnementale faible) et une façade maritime importante. Face à cela, nos exportations de blé (et d'orge) sont de plus en plus menacées par la concurrence Mer Noire et soumises à une forte volatilité. Nos rendements sont très dépendants des importations (énergie, intrants) et nous

## LA FRANCE MANQUE DE MATIÈRE PREMIÈRES RICHES EN PROTÉINES.

ne créons pas de valeur ajoutée sur ces produits de base.

## Mauvais positionnement

Une étude du CEPIL<sup>2</sup> montre que le positionnement pays/produits choisi par les acteurs agroalimentaires français n'a pas été le bon, n'ayant pas misé sur les cibles à fort potentiel d'achat sur les marchés à valeur ajoutée notamment. Le sens de l'histoire des pays agricoles est pourtant de rechercher la vente de produits transformés. Le Brésil capte de plus en plus son tourteau de soja pour le vendre sous forme de volailles ou de bœuf. L'Argentine préfère vendre du biodiesel que de l'huile de soja, etc. Il est donc sans doute important de reconsidérer le rôle des céréales françaises. Aujourd'hui, l'alimentation animale est le plus souvent le poste d'ajustement du bilan lorsque le marché export en blé est porteur. Les volumes et les prix se tendent dans l'Hexagone, diminuant logiquement la compétitivité des éle-

vages. On ne peut pas reprocher aux producteurs, dans un marché ouvert, de privilégier les débouchés les plus rémunérateurs. Or la viande n'est pas suffisamment chère pour permettre à la nutrition animale de capter des matières premières végétales de plus en plus demandées à l'exportation ou dans les process industriels. Cependant, sans aller jusqu'au modèle danois qui a stoppé ses expéditions de blé tendre pour privilégier sa production porcine, il serait sans doute intéressant de réfléchir à des contrats spécifiques entre fabricants d'aliments, coopératives et grande distribution, qui proposeraient une rémunération supérieure aux vendeurs de grains, et qui impliqueraient un petit effort des consommateurs finaux dans l'achat de la viande.

Au-delà de l'exemple des céréales, transformer des matières premières riches en protéines locales (soja, pois, luzerne, etc.) souvent très ver-

tueuses sur le plan environnemental (peu gourmandes en énergie et en engrais, améliorantes pour la qualité de nos sols) permettrait de préserver notre potentiel de production. Car à l'avenir, la compétitivité résultera de sols en bon état, d'écosystèmes capables de fournir des services productifs et d'assurer la pérennité et la résilience de la production.

Patricia Le Cadre / Céréopa, vigie-mp.com

1 - [www.cereopa.fr](http://www.cereopa.fr)

2 - <http://www.cepil.fr/Blog/bi/post.asp?IDcommuniqu=446>

## MISER SUR LE LOCAL ET LA TRAÇABILITÉ

Le local et la traçabilité sont deux enjeux forts de l'alimentation de demain. Deux thèmes sur lesquels la France possède des atouts incontestables et porteurs. Yves Trégaro, médiateur délégué au ministère de l'Agriculture, imagine la mise au marché d'une viande standard ++, issue d'animaux nourris avec des céréales locales, participant au maintien du tissu économique dans les régions, à l'aménagement des territoires.